

Annexion
du
Texas.



96
74

A Paris, 1845.

D38
J74



1020000614

Pague \$300=
21 Oct. 1936



Antonio Bizarra
1936
Qro

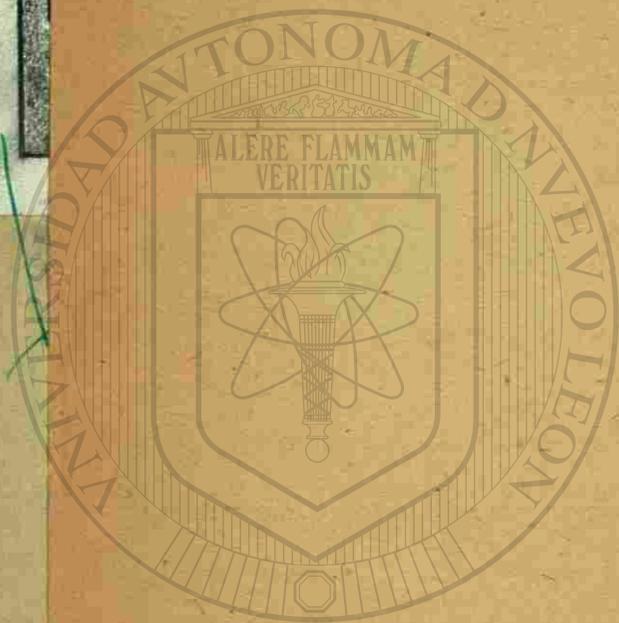
UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECA



103454



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN
DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

DOCUMENTS AMERICAINS,

ANNEXION DU TEXAS,

ÉMANCIPATION DES NOIRS,

POLITIQUE DE L'ANGLETERRE,

PAR M. JOLLIVET,

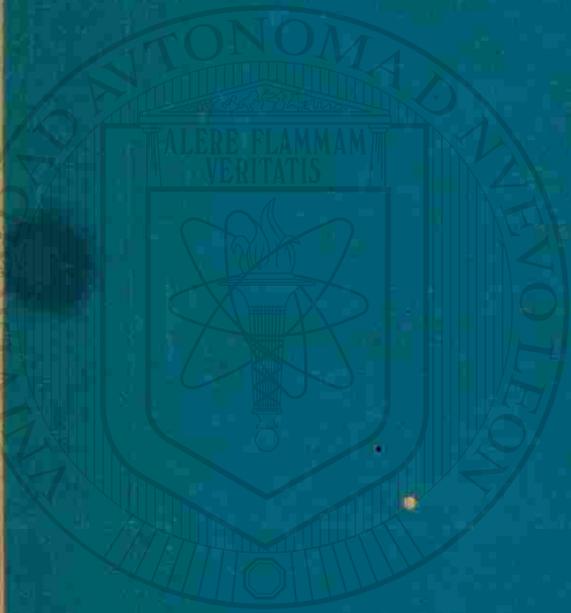
Membre de la Chambre des Députés.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE BRUNEAU,

RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 33.

1845.



DOCUMENTS AMÉRICAINS.

UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





DOCUMENTS AMÉRICAINS,

ANNEXION DU TEXAS,

ÉMANCIPATION DES NOIRS,

POLITIQUE DE L'ANGLETERRE,

PAR M. JOLLIVET,

Membre de la Chambre des Députés.

U A N L

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

A PARIS,

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

DE L'IMPRIMERIE DE BRUNEAU,

RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 33.

1845.



FONDO
FERNANDO DÍAZ RAMÍREZ

D 396

J74



FONDO
FERNANDO DIAZ RAMIREZ

PRÉFACE.

J'ai cru devoir publier : 1° la dépêche de M. Calhoun, secrétaire d'État, à M. King ministre des États-Unis d'Amérique, à Paris.

2° La lettre de M. Hammond, gouverneur de la Caroline du Sud, au révérend Thomas Brown.

3° Des extraits d'un discours prononcé dans le Sénat, par M. Clay.

Ces documents sont éminemment propres à éclairer mon pays sur la politique de l'Angleterre dans la question de l'émancipation des noirs et dans une question qui s'y rattache. l'annexion du Texas.

Ils démontrent que l'Angleterre poursuit l'émancipation des noirs dans l'archipel et sur le continent américain, non par philanthropie, mais dans l'intérêt de son commerce et de sa puissance.

Que l'Angleterre s'efforce d'anéantir la production des denrées intertropicales en Amérique, où elle lutte contre la France, l'Espagne, le Brésil et

les États-Unis, pour la transférer dans l'Inde, où elle règne sans partage.

Que les questions du Texas et de l'émancipation sont des brandons de discorde jetés par l'Angleterre entre les États libres et les États à esclaves, pour arriver à la dissolution de l'Union.

La France ne rendra pas sa politique complice de la politique de l'Angleterre.

Elle n'oubliera point qu'elle aida les États-Unis à conquérir leur indépendance.

Elle ne cessera point de voir dans les États-Unis ses alliés naturels, alliés qu'elle serait heureuse de trouver forts et puissants, si, lasse de tant de concessions, elle était réduite un jour à faire la guerre à l'Angleterre!

DOCUMENTS AMÉRICAINS

PUBLIÉS

PAR M. JOLLIVET,

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dépêche du 13 août 1844, de M. CALHOUN,
secrétaire d'État (1),

A M. KING, ministre américain à Paris.

MONSIEUR,

J'ai communiqué au président votre dépêche n° 1, et il me charge de vous faire savoir qu'il l'a lue avec beaucoup de plaisir, particulièrement en ce qui concerne la réception cordiale qui vous a été faite par le roi des Français et ses protestations amicales en faveur des États-Unis. Le président apprécie surtout, particulièrement, la déclaration de ce monar-

(1) M. Calhoun, un des hommes d'État les plus distingués de l'Union, est dénoncé à l'exécration du monde par le *Morning-Chronicle* et par la presse anglaise, parce qu'il a eu l'audace de mettre à nu la philanthropie de l'Angleterre.

les États-Unis, pour la transférer dans l'Inde, où elle règne sans partage.

Que les questions du Texas et de l'émancipation sont des brandons de discorde jetés par l'Angleterre entre les États libres et les États à esclaves, pour arriver à la dissolution de l'Union.

La France ne rendra pas sa politique complice de la politique de l'Angleterre.

Elle n'oubliera point qu'elle aida les États-Unis à conquérir leur indépendance.

Elle ne cessera point de voir dans les États-Unis ses alliés naturels, alliés qu'elle serait heureuse de trouver forts et puissants, si, lasse de tant de concessions, elle était réduite un jour à faire la guerre à l'Angleterre!

DOCUMENTS AMÉRICAINS

PUBLIÉS

PAR M. JOLLIVET,

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dépêche du 13 août 1844, de M. CALHOUN,
secrétaire d'État (1),

A M. KING, ministre américain à Paris.

MONSIEUR,

J'ai communiqué au président votre dépêche n° 1, et il me charge de vous faire savoir qu'il l'a lue avec beaucoup de plaisir, particulièrement en ce qui concerne la réception cordiale qui vous a été faite par le roi des Français et ses protestations amicales en faveur des États-Unis. Le président apprécie surtout, particulièrement, la déclaration de ce monar-

(1) M. Calhoun, un des hommes d'État les plus distingués de l'Union, est dénoncé à l'exécration du monde par le *Morning-Chronicle* et par la presse anglaise, parce qu'il a eu l'audace de mettre à nu la philanthropie de l'Angleterre.

que, qu'en aucune circonstance son gouvernement ne deviendrait le moins du monde hostile à notre pays, ou ne lui donnerait de justes sujets de plainte. Ce fait est d'autant plus satisfaisant, que des documents antérieurs tendaient à nous faire croire que le gouvernement français se préparait à protester, de concert avec la Grande-Bretagne, contre l'annexion du Texas, et à joindre ses efforts à ceux de l'Angleterre, afin d'engager le gouvernement du Texas à retirer ses propositions d'annexion, à condition que le Mexique reconnaîtrait son indépendance. Il s'estime heureux de penser, d'après votre dépêche, que ces documents, en ce qui regarde la France, sont, suivant toute probabilité, sans aucun fondement. Vous n'avez point été au-delà de vos instructions, en donnant au roi des Français l'assurance que le projet d'annexion serait poursuivi avec une vigueur toujours nouvelle, et en exprimant l'opinion qu'une majorité décisive du peuple américain se déclarait en faveur de ce projet, qu'en un mot, le projet d'annexion se réaliserait avant peu. J'ai la conviction que vos présomptions seront pleinement confirmées, à une époque qui n'est pas éloignée. Chaque jour tend à restreindre la combinaison de causes politiques qui s'opposaient à cette mesure, et à fortifier l'opinion qu'elle est non-seulement convenable, (ii) mais encore juste et nécessaire. (ii)

Vous avez parfaitement raison en établissant la distinction entre les intérêts de la France et ceux de l'Angleterre, eu égard au Texas, ou plutôt, dirai-je,

les intérêts apparents des deux contrées. La France ne peut désirer de voir le Texas conserver son indépendance pleine et entière, que sous le rapport des intérêts commerciaux, tandis qu'il est certain que l'Angleterre va au-delà, et y envisage des intérêts politiques auxquels, suivant toute apparence, elle attache beaucoup d'importance. Mais, dans notre opinion, l'intérêt que les deux puissances ont à s'opposer à cette mesure, est plus apparent que réel, et ni la France, ni l'Angleterre, ni même le Mexique, ne devront s'y opposer, quand ce projet aura été mûrement considéré dans toute son étendue et dans toutes ses conséquences. Si on l'envisage sous ce point de vue, et si l'on reconnaît que la paix, la prospérité du commerce et l'accroissement des garanties de sécurité, sont, pour ces puissances, les premiers moteurs du système gouvernemental, on peut, ce me semble, démontrer facilement que la politique de celle de ces puissances qui consentirait à l'annexion, mesure si vivement désirée par les États-Unis et le Texas pour leur sûreté et leur bien-être mutuels, serait bien plus propre à obtenir ces grands résultats, que la politique qui essaierait de s'y opposer.

On ne peut jeter les yeux sur la carte des États-Unis et du Texas, y considérer les limites étendues, artificielles et impropres qui les séparent; puis prendre en considération l'accroissement de population dans notre pays, et la source de laquelle le Texas doit tirer ses habitants, ses institutions et ses lois,

sans en conclure que leur destinée est d'être unis, et que l'annexion est simplement une question de temps et de moyens. Envisagée de la sorte, la question à décider semblerait être celle-ci : s'il ne conviendrait pas mieux de tolérer aujourd'hui cette mesure, avec le consentement mutuel des deux parties et l'acquiescement desdites puissances, que de tenter de s'y opposer et de l'anéantir. Si l'on adopte le premier parti, les résultats en seront certainement : le maintien de la paix, une grande extension du commerce par la colonisation rapide du Texas et les améliorations qui devront s'y introduire, enfin l'accroissement de la sécurité, principalement dans le Mexique. On pourrait douter de ce dernier résultat, quant à ce qui regarde le Mexique, mais je le considère comme aussi certain que les deux autres.

On se tromperait grandement, si l'on supposait que le gouvernement de ce pays-ci nourrit des sentiments d'hostilité contre le Mexique, ou qu'il soit disposé à s'agrandir à ses dépens. Rien n'est plus opposé à la vérité.

Le gouvernement des États-Unis désire la prospérité du Mexique, et voir ce pays jouir de la paix et de la sécurité; et si l'annexion avait lieu, et qu'on ne fût pas entraîné dans une lutte avec cet État, il se propose de lui offrir de régler, de concert, la question des limites, et toutes les autres questions dérivant de l'annexion, aux conditions les plus libérales. La nature elle-même a clairement indiqué la ligne frontière du Texas et du Mexique, par des limites

locales trop fortement prononcées pour être mécon-
nues. Il est peu de contrées dont les bornes soient plus faciles à reconnaître, et, si le Texas doit être annexé à notre république, nous désirons les voir fermement fixées, comme le moyen le plus certain d'établir une paix durable entre les deux contrées, de fortifier et cimenter entre elles des relations amicales. Tel serait certainement le résultat, si l'on permettait actuellement l'annexion, du consentement du Mexique; mais le résultat serait bien différent si l'on essayait de s'opposer à cette mesure, soit que l'on réussit ou non à l'annihiler pour le présent. Tout effort que l'on tenterait pour s'y opposer, produirait probablement une guerre entre nous et le Mexique, et entraînerait à sa suite des conséquences qui, eu égard à ce dernier État et au maintien de la paix générale, seraient long-temps à déplorer par tous les partis et difficiles à réparer. Si le résultat n'était pas tel que nous le supposons ici, et que l'intervention d'une autre puissance parvint à empêcher l'annexion pour le moment, sans que la paix fût interrompue, cela ne ferait que retarder la lutte, et la rendre plus vive et plus sanglante alors qu'elle s'engagerait. On attribuerait à l'inimitié et à l'ambition de la puissance qui serait intervenue, le renversement de nos espérances, ce qui ne manquerait pas de faire naître une jalousie et un ressentiment profonds dans le peuple américain, qui saisirait la première occasion favorable pour effectuer par la force ce qu'on lui aurait empêché de faire paisible-

ment, par consentement mutuel. Il n'est pas difficile d'apercevoir combien un pareil conflit, quelle que soit l'époque où il survienne, mettrait en danger la paix générale, et combien il serait préjudiciable au Mexique.

En même temps, la situation du Texas deviendrait incertaine, la colonisation et la prospérité de ce pays en seraient retardées, le commerce y serait frappé d'inertie, tandis que la paix générale deviendrait beaucoup plus douteuse. Cet événement ne pourrait avoir sur nous qu'une très-grande influence. Si l'on tolérait actuellement l'annexion du Texas par des voies pacifiques (ce qui aurait lieu si aucune puissance n'y mettait opposition), l'énergie du peuple américain serait employée, durant bien des années, à la tâche paisible de faire entrer dans les voies de la culture, des améliorations et de la civilisation, cette vaste portion de continent sise entre le Mexique, d'une part, et les possessions anglaises de l'autre, contrée qui n'est aujourd'hui, à peu d'exception près, qu'un désert, dont la maigre population se compose, en grande partie, de tribus indiennes errantes.

Il est dans notre destinée d'occuper cette vaste région, de la percer de routes et canaux, de la couvrir de villes, de bourgades, de villages et de fermes; d'y répandre notre religion, nos mœurs, notre constitution et nos lois, et de l'offrir, enfin, comme un splendide appendice au domaine du commerce et de la civilisation. Notre politique est d'étendre no-

tre domination par accroissement, de nous répandre sur des régions inoccupées, et de nous assimiler tout ce qui s'incorpore à nous; en un mot, nous devons grandir par voie d'accession et non par voie de conquêtes. Aucun système ne peut être moins propre à ce dernier moyen, ou mieux adapté au premier que notre admirable système fédératif. S'il ne rencontre aucun obstacle dans sa marche, il remplira probablement sa destinée sans troubler nos voisins, ou mettre en péril la paix générale; mais s'il était arrêté par une intervention étrangère, cette intervention imprimerait une direction nouvelle à notre énergie, direction bien moins favorable à la bonne harmonie, qui doit régner entre nos voisins et nous, et à la paix générale du monde.

Un tel changement n'est pas à désirer pour nous, et s'accorderait beaucoup moins avec ce que j'ai supposé être le but prédominant de la politique de la France, de l'Angleterre et du Mexique.

Mais, si nous descendons jusqu'aux détails, il est certain que si l'Angleterre, ainsi que la France, désire l'indépendance du Texas dans le but d'agrandir ses relations commerciales, il n'en est pas moins vrai qu'un des principaux motifs qui font désirer cette indépendance au gouvernement anglais, c'est l'espoir que, à l'aide de sa diplomatie et de son influence, l'esclavage des noirs pourra être aboli, là d'abord, et ensuite, par une conséquence naturelle, dans les États-Unis et sur toute l'étendue du continent américain. Que l'abolition définitive de l'escla-

vage sur tout ce continent soit ardemment désirée par elle, nous en avons la preuve irrécusable dans la déclaration à nous transmise par le comte d'Aberdeen, et dont vous trouverez une copie parmi les documents soumis au congrès avec le traité du Texas. Qu'elle désire l'abolition de l'esclavage dans le Texas, et ait mis en œuvre sa politique et son influence pour l'obtenir, vous en trouverez la preuve non moins concluante dans le même document, et dans notre correspondance avec M. Pakenham, que vous trouverez également annexée au susdit traité. Il appert évidemment des aveux du parti et des sociétés abolitionnistes, tant en ce pays qu'en Angleterre, que le but qu'on se propose en abolissant l'esclavage au Texas, est d'en faciliter l'abolition aux États-Unis et sur tout le continent. En fait, il y a de bonnes raisons de croire que ce plan d'abolition de l'esclavage au Texas, pour parvenir à l'abolir dans les États-Unis et sur tout le continent, fut d'abord conçu par les membres influents du parti dans ce pays, et qu'ils le discutèrent, pour la première fois, dans leur assemblée de Londres, en 1840, dite *convention universelle*, par l'entremise de laquelle le gouvernement anglais en fut avisé (1).

(1) La *convention* de 1843, qui prenait aussi le titre de *convention universelle*, sur 385 membres, comptait 363 Anglais, 19 Américains, 2 Français et M. l'Instant, citoyen de la république noire d'Haïti; elle adopta une résolution par laquelle le comité de l'*Anti-Slavery Society* était invité à présenter un mémoire à lord Aberdeen, en faveur de l'abolition de l'esclavage au Texas.

Maintenant, j'affirme non seulement que la France ne peut avoir aucun intérêt à consommer ce grand acte d'abolition que l'Angleterre espère accomplir au Texas, si elle parvient à rompre le projet d'annexion, mais encore que l'intérêt de la première de ces puissances et celui de tous les gouvernements du continent européen y sont directement et profondément opposés.

Il est aujourd'hui trop tard pour prétendre encore que l'humanité ou la philanthropie est le mobile fondamental de la politique anglaise, dans ses tentatives pour abolir l'esclavage des noirs sur le continent américain. Je ne veux pas mettre en question si l'humanité fut un de ses principaux motifs pour abolir la traite et l'esclavage de la race noire dans ses possessions des Indes occidentales, incitée qu'elle fût, à dire vrai, par ce faux calcul, que le travail des noirs n'en serait pas moins profitable, s'il ne le devenait davantage. Elle agit d'après ce principe, que les produits des tropiques pourraient être obtenus, à meilleur marché, du travail des noirs libres et de celui de ses sujets des Indes orientales, que du travail des esclaves. Elle connaissait très-bien de quelle valeur étaient ces produits pour son commerce, sa marine marchande et militaire, ses manufactures, son revenu et sa puissance. Elle n'ignorait pas que sa prépondérance politique dépendait de ses possessions tropicales, et son intention n'était pas de diminuer leur production; elle était loin de prévoir, lorsqu'elle prit le parti d'abolir l'esclavage dans ses colonies,

que tel en serait le résultat. Au contraire, elle combinait dans ses calculs la philanthropie avec le profit et la puissance, comme il n'est point insolite que fasse le fanatisme. L'expérience l'a convaincue de la fausseté de ses calculs. Elle a échoué dans tous ses desseins. Le travail de ses noirs est devenu beaucoup moins productif, sans même lui laisser la consolation d'avoir amélioré leur condition.

L'épreuve est devenue coûteuse. Elle a dépensé près de 100 millions de dollars pour indemniser les propriétaires des noirs émancipés. On estime que l'augmentation de prix du sucre et autres denrées coloniales, résultant de cette mesure, et payée depuis par les sujets de la Grande-Bretagne, égale la moitié de cette somme; on estime, en outre, que le double de cette somme a été dépensé pour la suppression de la traite; le tout formant une somme de 250 millions de dollars pour prix de cet essai. Au lieu de réaliser ses espérances, le résultat a été un triste désappointement. Ses produits coloniaux ont considérablement diminué. Au lieu de suffire à ses propres besoins et à ceux de presque toute l'Europe, comme elle le faisait autrefois, c'est à peine si, maintenant, elle récolte assez de quelques uns des articles les plus importants, pour sa propre consommation. Ce qui est encore pire, ses propres colonies consomment maintenant des sucres produits par le travail d'esclaves et importés directement en Angleterre, ou raffinés en bloc, puis exportés et vendus dans ces mêmes colonies, à aussi bon et même à meilleur marché qu'on

ne pourrait les y produire, tandis que la traite des noirs, au lieu de se ralentir, se fait réellement plus que jamais. Le résultat a été tellement désastreux, que le capital fixe investi dans ses possessions coloniales, et estimé à près de 500 millions de dollars, est dit-on, sur le point d'être englouti.

Mais ce n'est pas encore là le pire. Tandis que ce plan coûteux avait cette ruineuse influence sur les produits coloniaux de l'Angleterre, il stimulait puissamment, et enrichissait d'une augmentation correspondante de produits, les pays qui avaient eu le bon sens de ne pas suivre son exemple. Il a été employé, d'après leur estimation, depuis 1808, dans la culture des produits coloniaux, un capital fixe de près de 4 milliards de dollars, reposant en entier sur le travail des esclaves. Pendant la même période, on estime que ces produits se sont élevés annuellement d'environ 72 millions de dollars à près de 220 millions de dollars, tandis que le capital fixe de la Grande-Bretagne tout entier, investi dans les produits de la culture aux Indes orientales et occidentales, n'est estimé qu'à environ 830 millions de dollars, et la valeur des produits annuels à environ 50 millions de dollars. Pour offrir un tableau encore plus frappant de trois de ces produits tropicaux (sucre, café et coton), j'ajouterai que les possessions anglaises, en y comprenant les Indes orientales et occidentales, et l'île Maurice, ne produisirent, en 1842, que 3,993,771 livres de sucre, tandis que Cuba, le Brésil, et les États-Unis, sans y comprendre

les autres pays ayant des possessions tropicales, en ont récolté 9,600,000 livres; les colonies anglaises n'ont produit que 27,393,003 livres de café, tandis que Cuba et le Brésil en récoltèrent 201,590,125 livres; les mêmes colonies anglaises n'obtinrent que 137,443,446 livres de coton, en y comprenant les chargements pour la Chine, tandis que les États-Unis seulement en produisirent 790,479,275 livres.

Ces faits et estimations ont tous été puisés dans un écrit périodique anglais, d'une autorité très-élevée et que l'on considère comme digne de foi.

Ce large accroissement de capital et de production chez les nations qui ont maintenu leur politique première à l'égard de la race noire, si on le compare à celui de la Grande-Bretagne, indique une augmentation relative correspondante des ressources commerciales, navales et manufacturières, de richesse et de puissance. On ne doute plus que la grande source de l'opulence, de la prospérité et de la puissance des nations les plus civilisées de la zone tempérée (et particulièrement de l'Europe où les arts ont fait le plus de progrès), consiste, en grande partie, dans l'échange de leurs produits avec ceux des régions tropicales. Les progrès obtenus dans les arts par quelques-unes des dernières générations, tant en chimie qu'en mécanique, ont été si grands, que toutes les nations civilisées de l'ancien monde peuvent satisfaire à leurs besoins respectifs avec très-peu de peine et de capital, résultat qui tend à restreindre à des limites fort étroites la valeur des échanges entre elles, et

les force toutes à chercher des marchés dans les régions tropicales et les parties du globe le plus récemment exploitées. Celles de ces nations qui réussissent le mieux à dominer ces marchés, ont le plus de chances de l'emporter sur les autres dans la carrière du commerce, de la navigation, des manufactures, de la richesse et du pouvoir.

C'est ce que sentent et voient les hommes d'État anglais; c'est ce qui a ouvert leurs yeux sur les erreurs qu'ils ont commises. La question est pour eux, maintenant: comment y sera-t-il remédié? Ce qui a été fait ne peut être défait. La question est: par quels moyens la Grande-Bretagne peut-elle regagner et garder la supériorité dans l'agriculture, le commerce et la domination des régions tropicales? Cette domination sera-t-elle abandonnée et permettra-t-on à d'autres nations d'acquiescer la suprématie jusqu'au point même d'approvisionner les marchés anglais et de détruire le capital déjà investi dans la production de ces contrées? Telles sont les questions qui occupent maintenant l'attention de ses hommes d'État et qui ont la plus grande influence dans ses conseils.

Pour regagner sa supériorité, elle ne cherche pas seulement à raviver et à accroître sa propre capacité de production sous les tropiques, mais aussi à diminuer et à détruire la capacité de ceux qui ont jusqu'ici profité des conséquences de son erreur. Pour atteindre le premier but, elle a jeté les yeux sur ses possessions des Indes orientales, sur l'Afrique centrale et orientale, dans l'intention d'établir

là des colonies, et même d'y rétablir, en fait, la traite des esclaves elle-même, sous le prétexte spécieux de transporter des travailleurs d'Afrique dans ses possessions des Indes occidentales, afin, s'il est possible, de lutter avec succès contre ceux qui ont refusé d'imiter sa politique suicide. Mais tous ces moyens ne lui offrent que l'espérance incertaine et lointaine de reconquérir sa supériorité perdue. Sa principale ressource est dans la seconde alternative, celle de paralyser et de détruire la production de ses heureux rivaux. Il n'y a, pour elle, qu'un moyen de le faire; c'est en abolissant l'esclavage africain sur le continent américain; et c'est ce qu'elle avoue être le but constant de sa politique et de ses efforts. Il importe peu, comment et pourquoi cela peut être fait, soit par diplomatie, soit par influence, soit par force, par des moyens secrets ou patents, par humanité ou par égoïsme avec ou sans égard aux procédés, aux moyens, aux motifs. La chose elle-même, si elle s'accomplissait, mettrait à bas toute rivalité, et donnerait à l'Angleterre une supériorité incontestable dans l'approvisionnement de ses propres besoins et de ceux du reste du monde; et, par là, elle regagnerait au delà, ce qu'elle a perdu par ses erreurs. Cela lui donnerait le monopole des denrées tropicales, ainsi que je m'en vais l'établir maintenant.

Quelle serait la conséquence, si le but constant de sa sollicitude et de ses efforts était atteint par l'abolition de l'esclavage sur le continent? C'est ce dont on peut se former une idée en calculant l'immense

diminution de produits qui a suivi l'abolition dans ses possessions des Indes occidentales. Mais, si grande qu'ait été cette diminution, elle n'est rien en comparaison de celle qui aurait lieu si l'Angleterre réussissait à abolir l'esclavage dans les États-Unis, Cuba, le Brésil et sur tout ce continent. L'expérience, dans ses colonies, a été faite dans les plus favorables circonstances. Elle a été faite graduellement, paisiblement, sous l'influence constante et ferme de la mère-patrie, armée d'un pouvoir irrésistible pour empêcher et étouffer immédiatement tous mouvements insurrectionnels de la part des nègres, capable et désireuse de maintenir dans leur plénitude l'ascendant politique et social des anciens maîtres sur les anciens esclaves. Il n'est point merveilleux du tout que le changement dans les relations du maître et de l'esclave ait eu lieu, dans ces circonstances, sans violence et effusion de sang, que l'ordre et la paix aient toujours été maintenus depuis lors. Mais bien différents seraient les résultats de l'abolition, si elle se faisait par l'influence et les efforts de l'Angleterre, dans les possessions des autres peuples, sur ce continent, et spécialement dans les États-Unis, Cuba et le Brésil, ces grands cultivateurs des principaux produits tropicaux de l'Amérique. Pour se former une idée correcte de ce qui en résulterait pour eux, nous devons considérer, non la Jamaïque, mais Saint-Domingue, pour exemple.

Le changement serait suivi d'une haine implacable entre les deux races, et aboutirait à une lutte

mortelle et sanglante entre elles, pour la supériorité. L'une ou l'autre aurait à être subjuguée, à être extirpée ou chassée, et il faudrait des siècles, comme à Saint-Domingue, pour réparer les ravages qui se feraient dans ces pays. Le résultat de ces longues luttes serait que leur supériorité dans la culture des grandes productions tropicales serait transférée aux possessions tropicales de la Grande-Bretagne (1). Ces possessions sont d'une vaste étendue, et celles qui se trouvent au-delà du cap de Bonne-Espérance contiennent un nombre illimité de bras travailleurs, prêts à agir, avec l'aide des capitaux anglais pour suppléer au déficit qu'occasionnerait la destruction des productions tropicales des États-Unis, de Cuba, du Brésil et des autres pays de ce continent cultivés par le travail esclave, aussitôt que l'augmentation de prix, conséquence de ce déficit, assurerait un bénéfice. C'est l'heureuse permanence de ce travail esclave qui maintient si bas le prix des productions tropicales, au point d'en empêcher la culture, avec profit, dans les possessions de la Grande-Bretagne, au moyen de ce qu'il lui plaît d'appeler le travail libre. Si elle pouvait détruire cette concurrence, elle aurait le mono-

(1) Dans la convention abolitionniste tenue à Londres en 1843, un M. Howels, se disant représentant des hommes de couleur de la Pensylvanie, a émis le vœu que la production du coton cessât aux États-Unis d'Amérique et fût transférée dans l'Inde anglaise, le tout..... pour hâter aux États-Unis l'abolition de l'esclavage. On a découvert depuis que ce patriote américain était un Anglais, non-seulement de cœur, mais de nation.

pole de ces productions. Elle a tous les moyens d'en fournir un approvisionnement illimité : des possessions vastes et fertiles dans les deux Indes, une quantité infinie de capitaux et de bras, et une ample puissance pour étouffer les troubles et maintenir l'ordre dans ses immenses domaines.

Il est indubitable qu'elle considère l'abolition de l'esclavage au Texas comme un pas très-important vers ce grand but de sa politique, vers lequel tendent toute sa sollicitude et tous ses efforts; et que l'empêchement de l'annexion du Texas à notre union est indispensable à l'abolition de l'esclavage dans ce jeune pays. Elle est trop sagace pour ne pas voir quel coup cela donnerait à l'esclavage dans les États-Unis, et combien il est certain que son abolition parmi nous amènerait son abolition sur tout le continent, d'où résulterait pour elle le monopole dans la production des grands produits tropicaux, et la suprématie sur le commerce, la navigation et les manufactures du monde, en même tems que la prépondérance navale et politique. Pour ce continent, le coup serait calamiteux au-delà de toute expression. Il détruirait, en grande partie, la culture des grands produits tropicaux, dont la valeur s'élève annuellement à près de 300 millions de dollars, et qui servent de base et d'élément à presque toutes les autres branches de l'industrie nationale, commerce, navigation, manufactures. Toutes ces industries par leur influence simultanée, répandent rapidement la population, la richesse, les améliorations, la civilisa-

tion sur tout le continent, et vivifient, par leur surabondance, l'industrie de l'Europe dont ils augmentent aussi la population, la richesse, la puissance, les progrès dans les arts et la civilisation.

Tel doit être le résultat, si l'Angleterre réussit à accomplir l'objet constant de son désir et de ses efforts, c'est-à-dire l'abolition de l'esclavage des noirs sur ce continent, pour le succès de laquelle elle regarde comme très-important d'empêcher l'incorporation du Texas à nos États-Unis. Est-il possible que des gouvernements aussi éclairés et sages que ceux de France et des autres grandes puissances continentales, puissent être assez aveuglés par le prétexte de philanthropie, pour ne pas voir ce qui doit inévitablement en résulter si l'Angleterre parvenait à son but, quelque puissent être ses motifs ? Il n'y a guère moins que de la moquerie à parler de philanthropie, avec des exemples que nous avons sous les yeux des effets produits par l'abolition de l'esclavage des noirs dans ses propres colonies, à Saint-Domingue et dans les États du nord de l'Union, où des faits statistiques, irréfutables, prouvent que la race nègre, après une expérience de soixante ans, est dans une condition pire que dans les autres États où elle a été laissée dans sa condition première. Non; l'effet de ce qu'on appelle abolition, là où la race est en petit nombre, n'est pas d'élever cette race inférieure à l'état de liberté, mais de priver le nègre de la tutelle et des soins de son maître, et de le soumettre à toutes les oppressions et à l'abaisse-

ment dérivant de sa condition d'infériorité. Mais, d'un autre côté, là où le nombre en est grand et entre pour une large proportion dans la population totale, l'effet sera encore pire. Ce serait substituer aux relations actuelles une lutte à mort entre les deux races, aboutissant à la sujétion, à l'expulsion ou à l'extirpation de l'une ou de l'autre, et tel serait le cas dans la plus grande partie de ce continent où existe l'esclavage. Cela ne finirait pas même là; suivant toute probabilité, l'exemple propagerait cette guerre de races sur toute l'Amérique du Sud, y compris le Mexique, l'étendrait à la race indienne aussi bien qu'à l'africaine, et ferait de ce continent tout entier un théâtre de sang et de dévastation.

Mettant donc de côté l'amorce et le prétexte sans fondement de la philanthropie, se peut-il que la France et les autres grandes puissances du continent, voyant quel doit être le résultat de la politique à l'accomplissement de laquelle l'Angleterre travaille constamment, et combien la destruction du projet d'annexion du Texas importe au succès de cette politique, se préparent à la soutenir ou à la défendre dans ses efforts pour l'empêcher ? Quels motifs possibles peuvent-elles avoir pour favoriser une politique à elle si chère ? Ne vaut-il pas mieux pour elles que les produits des tropiques leur soient fournis, en échange des leurs, par les États-Unis, le Brésil, Cuba et ce continent en général, que de dépendre, à cet égard, du monopole d'une grande puissance ? Ne vaut-il pas mieux pour elles recevoir

ces produits au bon marché que la concurrence, des moyens plus économiques de production et la proximité des marchés leur assureraient chez les premiers, que de payer les prix élevés que le monopole, un travail coûteux et l'éloignement du marché leur imposeraient? Ne vaut-il pas mieux que leurs produits soient échangés avec ceux d'un continent nouveau, dont la population et la consommation s'accroissent sans cesse, et qui leur fournirait, après quelques générations, un marché plus voisin et d'une étendue presque illimitée pour les produits de leur industrie et de leurs arts, qu'avec ceux de contrées anciennes et éloignées dont la population est parvenue depuis long-temps à son apogée.

Les réflexions émises ci-dessus expriment ces vues d'une politique large qu'un homme d'État éclairé d'Europe doit considérer, ce me semble, pour se former une opinion sur le sujet de l'annexion du Texas et des motifs sur lesquels se fonde probablement l'Angleterre pour s'y opposer vainement. Elles renferment certainement des considérations de la plus haute importance, et qui exigent la plus grande attention. La question d'annexion considérée sous ce rapport, devient de la plus haute portée, non seulement pour le Texas et les États-Unis, mais pour tout ce continent et pour l'Europe. Je les ai exposées pour que vous en fassiez usage en toutes les circonstances où vous croirez pouvoir le faire avec profit, soit dans votre correspondance, soit autrement. Le président s'en repose avec confiance sur votre saga-

cité, votre prudence et votre zèle. Votre mission est, en tous les temps, une mission de la plus haute importance; elle le devient particulièrement en ce moment, et le président demeure persuadé que vous n'épargnez rien pour justifier le pays et le Gouvernement à l'égard de cette grande mesure.

Je n'ai rien dit au sujet du droit que nous avons de traiter avec le Texas sans consulter le Mexique. Vous comprenez si bien les bases sur lesquelles repose notre droit, vous êtes tellement pénétré de tous les faits propres à l'appuyer, qu'on n'a pas cru nécessaire de rien ajouter à cet égard.

Je suis, etc.

J. C. CALHOUN.

**Lettre de l'honorable J. L. Hammond, gouverneur
de la Caroline du Sud, du 29 juin 1844,**

**Aurévérènd Thomas Brown, modérateur de
l'Église libre de Glasgow (1).**

MONSIEUR,

Je viens de recevoir le mémoire de l'église libre de Glasgow.

Vous y dénoncez l'esclavage dans les termes les plus sévères; comme violant la loi divine et les principes sacrés de la famille.

Vous vous dites et vous êtes chrétiens; vous croyez donc que les lois de l'Ancien et du Nouveau Testament sur les droits et les devoirs de l'homme, sont l'œuvre de Dieu.

Mais ne voyez-vous pas que vos anathèmes contre

(1) Cette lettre a été écrite à l'occasion d'un nommé John Brown, de Fairfield, condamné pour avoir facilité l'évasion d'un esclave.

Sa condamnation mit en mouvement tous les philanthropes des trois royaumes, et provoqua une multitude de pétitions, de mémoires, d'adresses en faveur de John Brown, et contre l'institution de l'esclavage.

Le gouverneur Hammond défend cette institution avec une grande énergie; quant à la grâce, il l'avait accordée spontanément, plusieurs mois avant d'avoir reçu les pétitions de la philanthropique Angleterre.

l'esclavage, sont une dénégation impie de l'Ancien Testament qui consacre et règle l'esclavage; du Nouveau Testament qui ne l'abolit pas, qui ne le blâme même pas?

Vous répudiez la révélation, vous incriminez Moïse et le Christ!

Est-il vrai que l'esclavage, tel qu'il est constitué parmi nous, soit contraire aux principes de la famille?

Les maris et les femmes, les parents et les enfants ne sont séparés les uns des autres que quand il y a eu condamnation pour crimes.

N'en est-il pas ainsi chez vous, et dans tous les pays du monde?

Votre église et les abolitionnistes dénoncent l'esclavage. Mais savez-vous ce qu'est l'esclavage des temps modernes? ne le confondez-vous pas avec l'esclavage des temps antiques?

Les chaînes des noirs, les supplices, les tortures n'existent que dans votre imagination. Vous pleurez sur des malheurs chimériques.

Je connais des maux plus réels. Ils sont constatés par des documents que vous ne désavouerez pas; par les rapports de vos comités parlementaires.

Ils sont attestés par tous ceux qui ont visité les trois royaumes.... J'entends parler de la misère profonde, des maladies dégoûtantes d'une multitude d'ouvriers affamés, non-seulement en Irlande, non-

seulement en Angleterre, mais en Écosse, mais à Glasgow.

Et cependant, avons-nous jamais songé, de ce côté de l'Atlantique, à intervenir dans les affaires intérieures de votre pays ? Avons-nous provoqué la réforme de votre organisation sociale et municipale ?

D'une organisation qui produit l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, qui donne naissance à tant de crimes, et nécessite des pénalités barbares ?

Vos documents officiels nous apprennent que vos cultivateurs les plus favorisés, se procurent difficilement sept livres de pain et quatre onces de viande par semaine; malades ou sans emploi, ils vivent de charité, ou meurent de faim.

Chez nous, au contraire, ceux que vous appelez nos esclaves, reçoivent par semaine, quinze livres de pain et trois livres de viande; nos esclaves sont convenablement habillés, ont des habitations confortables, des jardins, une basse-cour, et peuvent réaliser le vœu du grand roi de France, Henri, qui aurait voulu que chacun de ses sujets eût la poule au pot.... le dimanche.

Nos esclaves, en vendant les produits de leurs récoltes, se procurent des superfluités, des objets de luxe... et ils ne travaillent en moyenne que neuf heures par jour ! Dans leur enfance, dans leur vieillesse, dans leurs maladies, ils reçoivent de nous les soins les plus tendres, des soins paternels...

Quand nous comparons le sort de nos esclaves

avec le sort de vos cultivateurs, et surtout de vos ouvriers plus malheureux encore, nous ne pouvons préférer votre état social au nôtre. Nous ne redoutons pas le parallèle et nous sommes prêts à accepter la sentence de tout juge impartial et désintéressé.

Vous faites peu de cas, je le sais, du bonheur matériel de l'esclave.... parce qu'il n'a pas la liberté.

Voudriez-vous me dire ce que c'est que la *liberté*? quelle est la créature humaine qui en jouit pleinement, et quelle est la dose nécessaire pour le bonheur de l'homme ?

L'ouvrier anglais, dans l'état de misère et d'abjection où il est, l'ouvrier anglais privé de tous droits politiques, impuissant à améliorer son sort et le sort de sa famille, l'ouvrier anglais qui convoite les quatre murs d'une prison, comme asile, qui aspire à la déportation; est-il libre? suffisamment libre ?

Appelez-vous liberté, la liberté de mendier ou de voler ? la liberté d'aller en prison ou de mourir de faim ?

L'ouvrier anglais est-il plus libre que notre esclave ?

N'est-il pas l'esclave de vos lois, de votre organisation sociale, de la nécessité ?

Vous et votre église, vous désirez sans doute le bonheur du genre humain; ne sacrifiez pas au nom et aux apparences, la chose et la réalité.

Si votre but est louable, que vos moyens soient

honnêtes et pacifiques; n'oubliez pas que l'émancipation des noirs ne pourrait s'effectuer chez nous que par une révolution sanglante !...

Souvenez-vous des massacres de Saint-Domingue !

Jetez les yeux sur l'Afrique; les noirs y croupissent dans la paresse; ils se détruisent les uns les autres; ils sont idolâtres, barbares, cannibales.

Voyez nos trois millions de noirs aux États-Unis, nous les avons civilisés, leur travail nous est nécessaire, mais il leur est profitable; leur état matériel, de votre aveu même, est satisfaisant; ils connaissent, quoique vous en disiez, les joies de famille, et nous leur enseignons les vérités de la religion chrétienne.

En présence de ce double tableau, pouvez-vous, consciencieusement, représenter l'esclavage comme une calamité pour la race de Cham !

Veuillez, monsieur, etc.

**Extrait d'un discours prononcé par M. CLAY,
dans le Sénat des États-Unis d'Amérique.**

Séance du 7 février 1839.

Il est une classe d'abolitionistes qui ont résolu de persévérer dans leurs desseins, à tous risques et sans s'inquiéter des conséquences, quelque calamiteuses qu'elles puissent être. Avec ceux-là, le droit de propriété n'est rien; le manque de pouvoir du gouvernement central n'est rien; les droits reconnus et incontestés des États ne sont rien; la guerre civile, une dissolution de l'Union, le renversement d'un gouvernement sur lequel se concentrent les plus douces espérances du monde civilisé, tout cela n'est rien. Une idée fixe s'est emparée de leur esprit; ils la poussent en avant, et sautent par dessus toutes les barrières, sans aucun souci des conséquences, sans même s'en occuper.

Pour cette classe d'abolitionistes, l'immédiate abolition de l'esclavage dans le district de Colombie et dans le territoire des Florides; la prohibition du déplacement des esclaves, pour les faire passer d'un État à un autre; le refus d'admettre dans l'Union aucun nouvel État, ayant dans son sein l'institution de l'esclavage domestique, ne sont que des moyens qui doivent leur faire atteindre le but ultérieur et dangereux vers lequel ils marchent avec audace et à découvert; ce sont seulement de nombreuses et courtes stations dans la route longue et sanglante qui les conduira au bout de la lice éloignée à laquelle

ils veulent arriver en définitive. Leur but, c'est l'abolition, l'abolition universelle; pacifiquement, s'ils peuvent; par la violence, s'il faut. Leurs projets ne sont plus cachés derrière aucun voile, même le plus fin; ils les avouent, ils les proclament. Dépourvus tout-à-fait de pouvoirs constitutionnels ou de tout autre pouvoir régulier; vivant dans des communautés complètement distinctes, aussi étrangères aux communautés où se trouve cette sujétion, contre laquelle ils s'agitent, que s'ils vivaient en Afrique ou en Asie, ils proclament cependant au monde entier que leur projet est d'émanciper tout de suite, sans indemnité et sans préparation morale, trois millions d'esclaves-nègres, placés sous des juridictions entièrement différentes de celles auxquelles ils obéissent.

J'ai dit que l'abolition immédiate de l'esclavage dans le district de Colombie et dans le territoire de la Floride, et que l'exclusion de nouveaux États à esclaves n'étaient que des moyens pour atteindre un but beaucoup plus important. Malheureusement ce ne sont pas les seuls qu'on emploie. Un autre moyen et celui-là est beaucoup plus déplorable, c'est celui que cette classe d'abolitionistes cherche à mettre en usage et qui consiste à soulever une portion de l'Union contre l'autre. Pour arriver à cette fin, dans toute leur publications, dans tous leurs imprimés, les prétendues horreurs de l'esclavage sont peintes sous les couleurs les plus vives, et les plus exagérées en même temps; on veut irriter les esprits et exciter la colère du peuple des États libres contre le peuple qui vit dans les États à esclaves. Un proprié-

taire d'esclaves est représenté, et il est regardé comme la plus atroce des créatures humaines. Les avis concernant les esclaves fugitifs ou bien les esclaves à vendre sont copiés et ramassés avec soin; on les publie et on les commente, afin de répandre l'esprit de haine et d'exécration sur la plus grande section de l'Union.

Toutes ces choses de la part des ultra-abolitionistes ne sont que des batteries masquées, cachant leur véritable point d'attaque. Ce point d'attaque n'est autre que l'institution de l'esclavage tel qu'il existe dans ces États; c'est l'intention d'affranchir trois millions d'esclaves tenus en servitude dans l'intérieur de ces États. Permettez-moi donc, monsieur, de jeter un coup d'œil sur les insurmontables obstacles qui se rencontrent dans la voie à parcourir pour atteindre ce but, et sur quelques-unes des conséquences du succès, s'il était possible de réussir.

Le premier obstacle est le manque absolu de pouvoir à cet effet de la part du gouvernement général. La constitution des États-Unis a créé un gouvernement limité, ayant comparativement peu de pouvoirs politiques, et en a laissé, en la possession des divers États, une masse beaucoup plus considérable. On sait que l'esclavage a été l'une des plus grandes difficultés qu'ait rencontrées l'établissement de la constitution. Cette difficulté a été heureusement vaincue par des concessions réciproques; elle a été résolue dans un esprit de patriotisme et de bonne harmonie. D'après le compromis qui fut consenti, aucun pouvoir ne fut donné au congrès en ce qui

concerne l'esclavage, excepté celui de la taxation et celui de restituer aux maîtres les esclaves fugitifs. Tout ce qui, après cela, peut avoir rapport à l'esclavage a été exclusivement réservé aux États : ils exercent leurs droits suivant leur manière particulière d'envisager leurs intérêts. Jamais la constitution des États-Unis n'eût été votée, si l'on avait dû investir le gouvernement du droit d'abolir l'esclavage, suivant son bon plaisir, et cette constitution n'existerait pas vingt-quatre heures, si le congrès prenait sur lui d'usurper et d'exercer ce droit.

Le second obstacle que rencontre l'abolition de l'esclavage, c'est le fait lui-même de l'existence de trois millions de nègres esclaves dans les États à esclaves. Dispersés sur toute la surface de ces États, ils sont une partie intégrante de la population. Ils ont été originairement introduits dans le pays avec l'autorisation de la métropole, à l'époque où nous étions des colonies, et même on a persisté à en importer, malgré les observations de nos ancêtres.

Dans un État à esclaves, l'alternative est celle-ci : il faut que l'homme blanc gouverne l'homme noir, ou bien le noir gouvernera le blanc. Le nombre des esclaves, dans beaucoup d'États, est plus considérable que celui de la population blanche. Une abolition immédiate de l'esclavage, comme le demandent les ultra-abolitionistes, serait, dans ces États, le signal d'une lutte désespérée pour la prépondérance immédiate de la race noire sur la race blanche, ou plutôt elle serait suivie de collisions de chaque jour entre les deux races, collisions qui seraient l'origine d'une

guerre civile, dont l'issue serait la domination d'une race sur l'autre. Qui peut hésiter dans une pareille alternative? Ne vaut-il pas mieux pour les deux parties que l'état de choses actuel continue d'exister, que de les exposer à des querelles et à des contestations comme celles qui seraient la conséquence d'une abolition immédiate de l'esclavage? C'est là notre terrain, celui sur lequel nous devons nous tenir pour demander que l'esclavage continue d'exister; c'est celui sur lequel se sont tenus nos ancêtres, ceux-là qui ont fait notre révolution. C'est ainsi seulement que, dans mon opinion, nous serons justifiés aux yeux de toute la chrétienté.

On demande fréquemment : Que deviendra la race noire parmi nous? Les nègres doivent-ils toujours rester en esclavage? Voilà plus d'un demi-siècle que l'on pose cette question; on y a répondu par cinquante ans d'une prospérité qui n'a été que très-rarement interrompue par des causes dépendantes de l'esclavage. On fera cette demande encore pendant cinquante ou cent autres années. La vraie réponse à y faire, c'est que la même Providence, qui jusqu'à présent nous a guidés, nous a gouvernés, et qui a éloigné tous les maux et les dangers sérieux qui résultent des relations actuelles entre les deux races, guidera et gouvernera encore notre postérité. Chaque jour suffit à son mal et à sa peine. Jusqu'à présent, avec l'aide de Dieu, nous avons pris soin de nous-mêmes; notre postérité ne trouvera-t-elle pas aussi les moyens de se préserver et de prospérer?

Mon habitude n'est pas de parler légèrement de

la possibilité d'une rupture de notre heureuse Union. Le Sénat sait que j'ai toujours blâmé et déploré les allusions que l'on cherche, en des occasions ordinaires, à faire à ce cruel événement. Le public n'ignore pas que, s'il y a quelque chose dans ma carrière politique dont il garde le souvenir, c'est la vérité et la sincérité de mon ardent dévouement au maintien perpétuel de l'Union. Mais ce serait manquer à notre allégeance envers elle, si nous ne savions pas distinguer entre les dangers réels ou imaginaires qui peuvent la menacer. L'abolition de l'esclavage ne peut plus être considérée comme un danger imaginaire. Car supposons que les abolitionnistes réussissent dans leur but actuel, celui d'unir comme un seul homme les habitants de tous les États libres contre les habitants des États esclaves, l'union d'un côté engendrera l'union de l'autre; et le fait seul de ces coalitions fera naître les préjugés les plus violents, les animosités les plus implacables, et les passions les plus envenimées qui puissent dégrader et souiller la nature humaine. Une dissolution virtuelle de l'Union aura déjà eu lieu, lorsqu'elle existera encore dans la forme. L'élément le plus puissant de notre Union, la bienveillance mutuelle, les sentiments de sympathie, les liens fraternels qui nous unissent, en ce moment, seront éteints à jamais. Une section de l'Union sera toujours en hostilité avec l'autre. La collision des opinions sera bientôt suivie du choc des armes. (*)

Je n'essaierai pas de vous peindre des scènes qui en ce moment sont fort heureusement cachées à nos

(*) Así fue 20 años después.

t.h.e.l.

yeux. Les abolitionnistes eux-mêmes reculeraient de désespoir et d'horreur, s'ils voyaient des champs ravagés, des cités embrasées, des habitants massacrés, et s'ils assistaient au renversement de la plus belle conception du gouvernement humain qui jamais ait été imaginée pour donner de flatteuses espérances à l'homme civilisé. Que les abolitionnistes ne se flattent pas, s'ils arrivent à unir les habitants des États libres, qu'ils se présenteraient au combat avec une supériorité numérique qui doit leur assurer la victoire. L'histoire est là d'accord avec l'expérience pour dire tout ce qu'il y a de hasard et d'incertitude dans la guerre. Les saintes Écritures nous apprennent que le prix de la course n'est pas toujours au plus léger, que la bataille n'est pas toujours gagnée par le plus fort. D'ailleurs, s'ils avaient la victoire, sur qui l'auraient-ils remportée? Est-ce sur un ennemi étranger qui a insulté notre pavillon, envahi nos rivages, et mis notre pays à feu et à sang? Non. Ce serait une victoire sans lauriers, sans gloire, — une victoire sur soi-même, — un suicide, — une victoire de frères sur des frères, — gagnée par une portion de descendants des mêmes ancêtres sur une autre portion de ces ancêtres qui, risquant noblement leur vie, leur fortune, et leur honneur le plus sacré, ont combattu et versé leur sang, côte à côte, dans plus d'une bataille acharnée sur la terre et sur l'Océan, ont affranchi notre pays de la couronne britannique, et établi son indépendance et sa nationalité.

Je ne suis pas ami de l'esclavage. Celui qui voit

(*) "War is Hell", Sherman dijo 20 años después.
t.h.e.l.

dans le fond des cœurs sait que toutes les pulsations du mien battent haut et fort en faveur de la liberté civile : partout où elle offre des garanties, partout où elle est praticable, je désire voir toute la famille humaine en jouir. Mais j'aime mieux la liberté de mon pays que celle d'aucun autre peuple. La liberté des descendants des Africains est incompatible aux États-Unis avec la sécurité et la liberté des descendants des Européens. Là, l'esclavage forme une exception à la liberté générale. Cette exception résulte d'une sévère et inexorable nécessité. Ce n'est pas nous qui avons créé cette nécessité; nous ne devons pas en être responsables. Aux États-Unis, la liberté générale ne peut s'établir qu'en violant les droits incontestables des États à esclaves, qu'en renversant l'Union. Et sous les ruines de l'Union, disparaîtrait, tôt ou tard, la liberté des deux races (4).

(4) La dissolution de l'Union, telle est, nous l'avons dit, le but que l'Angleterre poursuit par sa diplomatie, par ses sociétés et ses journaux, par ses conventions où siègent, dans Exeter-Hall, quelques missionnaires américains, que le fanatisme rend aveugles et traîtres à leur pays.

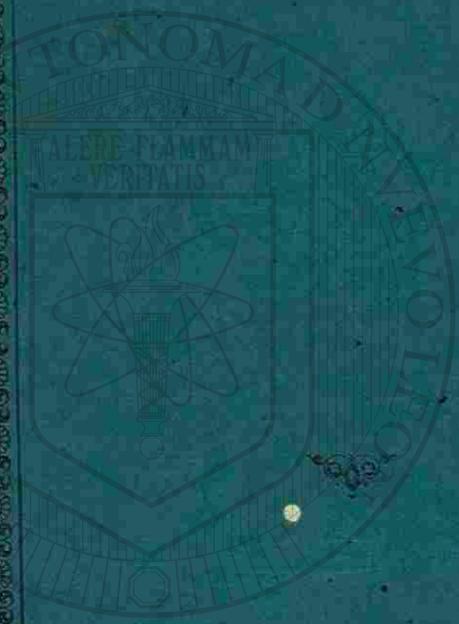
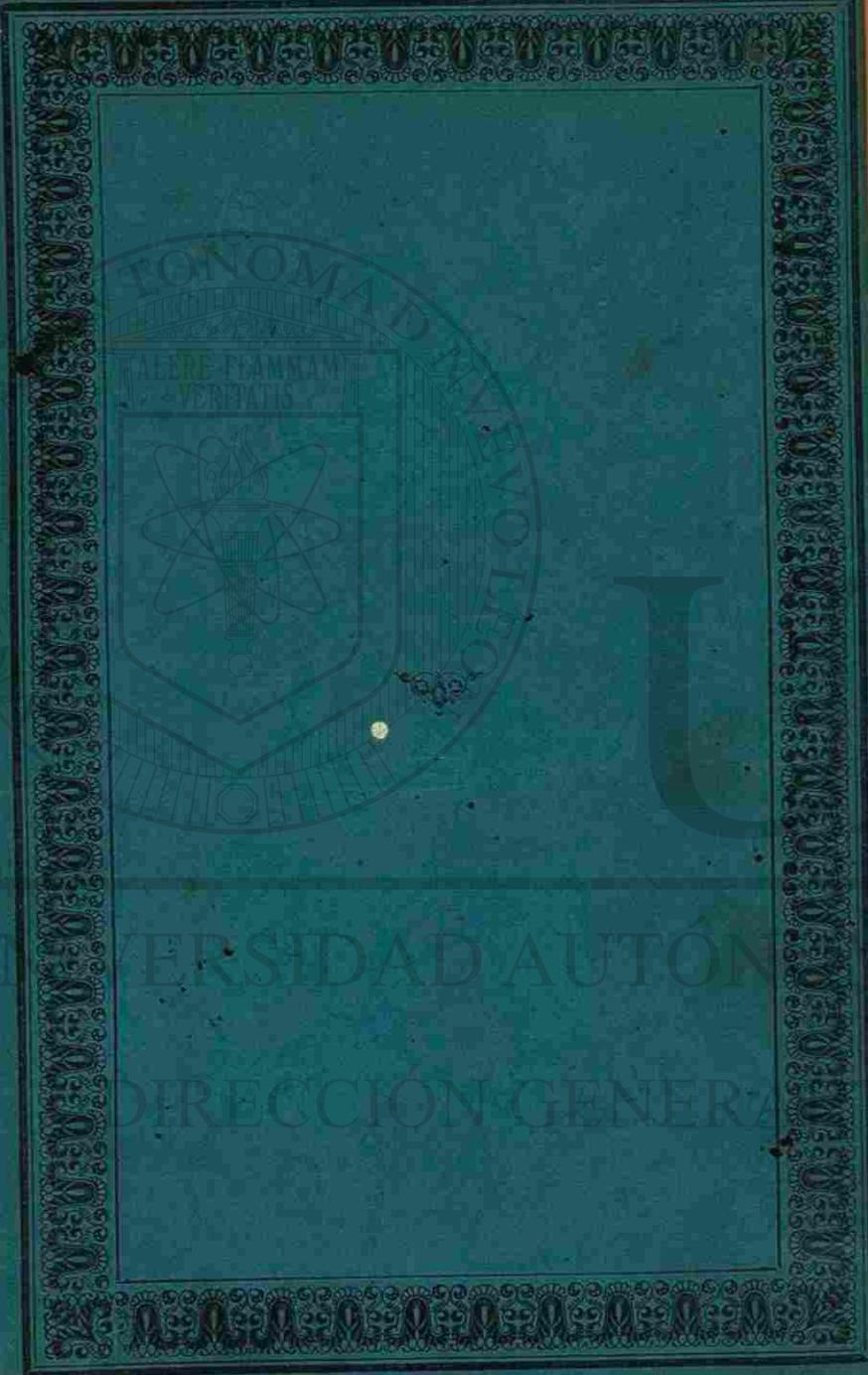
Le parti abolitioniste, ou parti anglais, est peu nombreux et sans influence aux États-Unis d'Amérique.

Il est répudié par les deux grands partis politiques qui divisent l'Union, le parti whig et le parti démocratique.

Le parti abolitioniste a voulu essayer ses forces dans les dernières élections présidentielles.

Sur près de 3 millions de votes, il n'a pu en donner que 50 et quelques mille (environ un soixantième) à son candidat, M. Birney.

Dans les rangs anti-abolitionistes se trouvent, avec la nation américaine, M. Polk, le président élu par le parti démocratique, et son compétiteur, le chef du parti whig, M. Clay.



UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN
DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





JUAN

DAD AUTÓNOMA DE NUEVA
CION GENERAL DE BIBLIOTE

Small white label or sticker on the right edge of the cover.